



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

immigration

Question au Gouvernement n° 2823

Texte de la question

## NAUFRAGE D'UN BATEAU DE RÉFUGIÉS EN MÉDITERRANÉE

**M. le président.** La parole est à Mme Danielle Auroi, pour le groupe écologiste.

**Mme Danielle Auroi.** Monsieur le président, mes chers collègues, ma question s'adresse à M. Bernard Cazeneuve.

Monsieur le ministre, un nouveau drame s'est produit en Méditerranée, causant la mort de plus de 400 personnes fuyant la guerre et la misère pour rejoindre l'Europe. Déjà, avec le drame de Lampedusa, l'année dernière s'était illustrée par un épouvantable record : plus de 3 500 morts dans ces terribles naufrages à mettre au compte d'épouvantables naufrageurs.

La Méditerranée est devenue la voie migratoire la plus dangereuse au monde, et l'Europe ne pense qu'à fermer ses frontières ! Est-ce digne d'elle ?

Le rapport 2014 d'Amnesty international l'a montré, jamais le nombre d'individus fuyant les conflits et l'instabilité n'a été aussi élevé ; et ce sont les pays frontaliers qui assument la plus grande part de l'accueil des populations civiles. La Turquie a accueilli près d'un million de réfugiés syriens, quand la France a répondu à l'appel du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés – HCR – de 2013 en s'engageant à en accueillir 500 ! Le Conseil de l'Europe a d'ailleurs épinglé notre pays, qui se situe au dernier rang européen.

Pourtant, la solidarité vis-à-vis des civils pris au piège est aussi un des piliers de notre propre sécurité. L'opération de sauvetage *Mare Nostrum*, conduite par les Italiens, a permis de sauver des vies sans créer d'appel d'air. Preuve en est que depuis la fin de l'opération, le nombre de départs continue d'augmenter. La difficulté d'accès aux procédures d'asile aux frontières extérieures terrestres de l'Union européenne, notamment en Hongrie et en Bulgarie, pousse ces désespérés à la dangereuse traversée de la Méditerranée pour tenter de trouver protection. Nous ne pouvons pas abandonner les pays limitrophes comme l'Italie, la Grèce et l'Espagne en les laissant agir seuls.

Monsieur le ministre, devant ces drames humains à répétition, entendez-vous soutenir auprès des autres États membres la mise en place d'une opération européenne de recherche et de sauvetage en Méditerranée ? Et quelles mesures de soutien d'urgence aux pays limitrophes pouvez-vous engager ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes écologiste et GDR et sur quelques bancs des groupes SRC et RRDP.*)

**M. le président.** La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

**M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur.** Madame la députée, je veux d'abord, comme vous l'avez fait à

l'instant, m'indigner des morts survenues hier, qui font suite aux 3000 disparitions à la suite de naufrages recensés au cours de l'année 2014. Ces drames, ces tragédies humaines, sont le résultat du cynisme d'organisations internationales de la traite des êtres humains, qui n'hésitent pas à mettre des migrants de plus en plus nombreux et vulnérables sur des embarcations de plus en plus frêles,...

**M. Guy Geoffroy.** C'est vrai !

**M. Bernard Cazeneuve, ministre.** ...dans des conditions de plus en plus aléatoires, après avoir prélevé sur eux un véritable impôt sur la mort, compte tenu du nombre de ceux qui perdent la vie en Méditerranée centrale.

Vous me demandez si la France est prête à agir au plan européen. Vous êtes présidente de la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale : vous savez parfaitement que non seulement nous agissons, mais que nous inspirons la politique de l'Union européenne sur plusieurs points.

D'abord, nous sommes résolus à agir, et nous agissons, pour lutter contre les filières de l'immigration irrégulière en Europe et en France,...

**M. Alain Marsaud.** Avec quel succès !

**M. Bernard Cazeneuve, ministre** ...par le renforcement de la coopération entre nos services de police et de renseignement. En 2014, 226 filières supplémentaires du crime organisé et de la traite des êtres humains ont ainsi été démantelées en France ; nous avons enregistré une augmentation de 14 % du nombre des filières démantelées ; à Calais, où ces filières font des dégâts considérables sur le plan humain, l'augmentation est de 30 %.

Ensuite, la loi sur l'asile doit nous permettre d'accueillir les demandeurs d'asile en France dans des conditions plus dignes, pour des raisons d'humanité. À cet égard, je ne peux que regretter la décision prise par la commission des lois du Sénat de retarder l'examen de ce texte, qui relève de l'urgence humanitaire. C'est une décision totalement irresponsable.

**M. Jean-Claude Perez.** Absolument !

**M. Bernard Cazeneuve, ministre.** Enfin, nous avons absolument besoin de faire en sorte que les frontières extérieures de l'Union européenne soient protégées. Frontex, qui se substitue à *Mare Nostrum*, assurera aussi le respect des principes du droit de la mer et le sauvetage des populations en danger. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et sur plusieurs bancs du groupe écologiste.*)

## Données clés

**Auteur :** [Mme Danielle Auroi](#)

**Circonscription :** Puy-de-Dôme (3<sup>e</sup> circonscription) - Écologiste

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2823

**Rubrique :** Étrangers

**Ministère interrogé :** Intérieur

**Ministère attributaire :** Intérieur

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [16 avril 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [16 avril 2015](#)